

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ SUR OFFRES DE PRIX

N° 66/CS/2025

OBJET : ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	10	10-20	12	ACHAT DE MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

Passé avec : (Nom du fournisseur)

MARCHE N° 66/CS/2025
ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** ",

D'UNE PART

ET

Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :.....E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration " ,

D'UNE PART

Cas des personnes physiques

M

Agissant en son nom et pour son propre compte de

Taxe professionnelle n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions):

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration " ,

D'UNE PART

ET

Cas d'autoentrepreneur

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre national d'autoentrepreneur sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :.....E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

MARCHE N° 66/CS/2025
ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** ",

D'UNE PART

Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussigné constitué aux termes de la convention

..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n°(RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme« **FOURNISSEUR**»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 66/CS/2025
ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** ",

D'UNE PART

ET Pour le cas d'une coopérative ou une union de coopératives

Les membres de l'**union de coopératives** soussignés constitué aux termes de la convention
..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Registre local desous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature de l'union) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du groupement
et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n°(RIB sur 24
positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES
ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
ARTICLE 4 : MAITRISE D'OUVRAGE
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX
ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION
ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR
ARTICLE 9: NANTISSEMENT
ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE
ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT
ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.
ARTICLE 14 : AVANCES.
ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF
ARTICLE 18: ASSURANCES
Article 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON
ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE 22: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE
ARTICLE 23: RECEPTION DEFINITIVE
ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES
ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION
ARTICLE 27 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARTICLE 28: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE
ARTICLE 29 : MODALITES DE REGLEMENT
ARTICLE 30 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT
ARTICLE 31 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 32 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES
ARTICLE 33 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

CHAPITRE I :CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offres a pour objet : **ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU**

Au profit des différents services de la commune de Salé.

Le Présent marché est à lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures à livrer au titre du présent marché en lot unique consistent en ce qui suit :

1	Sièges conférence
2	Sièges de la table de conférence
3	Sièges chef de services
4	Ecritoire de 185x40x75 CM
5	Ecritoire de 355x40x75 CM
6	Table de Conférence 500x100x75 CM
7	Rideaux acoustiques obscurcissant motorisés salle de conférence
8	Ensemble de salon de direction (1 canapé 3 places + 2 fauteuils individuels)
9	Fauteuil bureau président
10	Table basse bureau président
11	Chaises réunion
12	Sièges opérationnels

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

5.1 Les documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T):

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-

4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le fournisseur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5-2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;

ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

1. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
3. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184.
4. décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et de l'établissement de coopération intercommunale.
5. l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
6. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
7. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
8. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
9. Dahir 1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
10. Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
11. Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations et citées dans les différents articles du CCTP ;

12. Dahir n° 1-14-189 du moharrem 1436 (21 novembre 2014 portant promulgation de la loi n° 112-12 relative coopératives.
13. Dahir n° 1-02-188 du 12 jumada i 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.
14. Décret n° 2.24.1122 du 2 rajab 1446 (2janvier 2025) fixant le salaire minimum pour les activités agricoles et non agricoles, B.O n° 7367 du 5 Rajab 1446 (6 janvier 2025),
15. la loi n° 112-12 du 21 novembre 2014 relative aux coopératives
16. Le dahir N 1.85.347 du rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi n 30.85 relatif à la taxe surla valeur ajouté T.V.A rendue applicable par le décret N° 2.91.885 du 30/12/1991 modifiant le décret N° 2-86-99 du 14 Mars 1988.
17. Le dahir N° 1-03-61 du 10 rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air.
18. -Le dahir N° 1-03-59 du 10 rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement.
19. Décret n° 2-14-272 du 14 rajab 1435(14 mai 2014) relatif aux avances en matière des MP (B.O 6262 du 05/06/2014

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Validité du marché :

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président de la commune de Salé.

Délai de notification de l'approbation :

Conformément aux dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431 l'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Délai de validité des offres

Conformément aux dispositions de l'article 36 du décret 2-22-431 Lorsque le délai de validité des offres est prorogé, le délai de notification de l'approbation de 60 jours est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Les autres conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T , en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement , toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS .

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015) et des dispositions de l'article 13 du CCACT, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de commune de Sale, **ordonnateur** ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier **Préfectoral de salé** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

1	Sièges de conférence
2	Sièges de la table de conférence
3	Sièges chef de services
6	Table de Conférence 500x100x75 cm
8	Ensemble de salon de direction (1 canapé 3 places + 2 fauteuils individuels)
12	Sièges opérationnels

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appelle a des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous-traitance le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de 03 mois Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Si au cours de l'exécution, le maître d'ouvrage constate que les délais prévus au programme d'exécution ne sont pas respectés, il le notifie alors par écrit au fournisseur, en lui demandant de justifier le retard constaté et de proposer les moyens nécessaires pour y remédier, tout en communiquant un programme actualisé en fonction des modifications présentées et ce afin de permettre l'achèvement de la livraison de fournitures dans les délais contractuels.

ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 65 du CCAG-T et à défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié et complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 2.22.431 du 15 chaabane1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du dit marché sont à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés

au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : AVANCES.

Le present Marché ne prévoit pas des avances

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché **sont fermes**.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **13 000.00 Dirhams (Treize mille dirhams)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n °2-22-431 dans l'un des cas suivants :

- Si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du présent décret ;
- Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du présent décret ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- Si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du présent décret.
- Si l'entrepreneur ne constitue pas le cautionnement définitif dans le délai prévu au paragraphe 4 de l'article 15 du CCAGT

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirhams supérieure.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 2 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-T.

Le cautionnement provisoire reste acquis, à la commune, dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics

ARTICLE 18: ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

- La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana
- Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livrées ...etc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

La vérification des fournitures livrées se fait sur la base des caractéristiques techniques prévues par le CPS déposés par le titulaire du marché et acceptés par le maître d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché déposé et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie égale à dix pour cent (10%) sera prélevée sur le montant de chaque acompte à titre de garantie. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 64 du CCAG-T.

La retenue de garantie est restituée à l'entrepreneur ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 22: RECEPTION PROVISOIRE

En application des dispositions de l'art 73 du CCAGT

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage conformément à l'article 73 et 76 du CCAGT.

ARTICLE 23: RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le fournisseur.

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG notamment son paragraphe2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 27 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE28 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 26 du CCAGT, le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 29 : MODALITES DE REGLEMENT

Les modalités de règlement du marché seront effectuées conformément aux articles 60 à 64 ainsi que l'article 68 du CCAGT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres doit prévoir le dépôt électronique afférent à la prestation du marché issu du présent appel d'offres conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N° 1495.19 Du 27 Chaabane 1440 (3 Mai 2019) relatif au **dépôt électronique des factures** et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres)ouvert auprès de.....la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 30 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur doit accomplir la formalité de l'enregistrement, tel que ce droit résulte des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 31 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Les personnes chargées du suivi du présent marché seront désignées par le Président de la Commune de Salé en qualité de maître d'ouvrage à savoir :

- Chef de Service des Moyens Communs
- Responsable d'Equipement des Bureaux
- Magasinier

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du présent marché ainsi que les actes qu'elles sont habilitées à prendre pour assurer leurs missions sont :

- Suivi de l'application stricte des dispositions du présent CPS ;
- Notification des ordres de service au titulaire du marché ;
- Vérification et réception des fournitures objet du présent marché .

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 32 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

PRIX N°1 : SIEGES DE CONFERENCE

Ce prix rémunère : sièges de conférence

- Les sièges doivent être **conformes aux normes marocaines en vigueur** relatives au mobilier de collectivité (ergonomie, sécurité, inflammabilité, résistance mécanique).
- Destinés à une utilisation intensive dans des salles de conférence, amphithéâtres, auditoriums et espaces publics.
- Conception robuste, offrant confort, sécurité et durabilité.
- Fixation au sol selon configuration.

Structure et matériaux

- Structure portante en tube d'acier laminé à froid, traité par peinture époxy anticorrosion, épaisseur minimale : 1,5 mm.
- Assise et dossier en contreplaqué multiplis de hêtre ou équivalent, épaisseur ≥ 12 mm, garnis de mousse ignifugée.
- Mousse polyuréthane haute densité (≥ 35 kg/m³) pour assise et dossier, résistant à l'affaissement.
- Revêtement : tissu non feu (norme M1 ou équivalent marocain), résistant à l'abrasion (≥ 50.000 cycles Martindale), coloris au choix de la maîtrise d'ouvrage.
- Fixations métalliques invisibles et anti-vandalisme.

Ergonomie et dimensions (référence aux standards NM/ISO)

- Hauteur d'assise : 430 – 460 mm du sol.
- Profondeur d'assise : 450 – 500 mm.
- Largeur utile d'assise : ≥ 500 mm.
- Hauteur de dossier : 850 – 950 mm.
- Dossier ergonomique, légèrement cintré pour un bon maintien lombaire.
- Assise basculante automatique par système silencieux (ressort ou gravité).

Accoudoirs

- Accoudoirs fixes ou relevables, en bois verni ou polyuréthane moulé, largeur ≥ 60 mm.
- Solidement fixés à la structure.

Accessoires

- Numérotation des sièges et des rangées par pastilles métalliques gravées.

Sécurité et conformité

- Matériaux ignifugés (classement feu conforme aux normes marocaines NM ISO 1182 et NM ISO 9239).
- Angles et arêtes arrondis pour éviter les blessures.
- Stabilité et résistance testées selon la norme NM ISO 7173 (mobilier – essais de résistance et durabilité).

Finition et garantie

- Finition soignée, coutures renforcées.
- Garantie constructeur : minimum 5 ans contre tout vice de fabrication.

- Maintenance et pièces de rechange assurées localement.

Payé à l'unité au prixN°1

PRIX N°2 : SIEGES DE LA TABLE DE CONFERENCE

Ce prix rémunère : Sièges de la table de conférence

Ce prix concerne la fourniture et pose de fauteuil monocoque de haute qualité avec un très bon niveau de finition, constitué de :

- Haut dossier avec appui tête intégré.
- Assise rembourrée en mousse haute densité de 35kg/m³ et 60mm d'épaisseur
- Dossier rembourré en mousse haute densité de 25kg/m³ et 30mm et 50mm d'épaisseur
- Revêtement en cuir 1er choix
- Mécanisme synchrone
- Basculement arrière avec blocage à la position désirée
- Réglage de la tension de basculement.
- Réglage de la hauteur d'assise par vérin à gaz,
- Accoudoirs fixe en aluminium chromé de 40x5mm minimum avec coussinets tapissées et revêtu en cuire 1er choix même couleur que l'assise et dossier
- Socle roulant à 5 branches en aluminium poli posé sur roulettes auto freinées de 65mm de diamètre minimum
- Cache de protection du vérin
- Structure robuste (les fauteuils fragiles seront jugés non conformes)
- Couleur au choix du maitre d'ouvrage
- Hauteur totale du siège : de 1180 - 1270 mm minimum
- Hauteur d'assise : de 500 – 590 mm minimum
- Hauteur d'accoudoirs : 280 mm minimum
- Largeur d'assise: 520 mm
- Profondeur d'assise: 445 mm

Payé à l'unité au prixN°2

PRIX N°3 : SIEGES CHEF DE SERVICES

Ce prix rémunère : Siège Chef de Service

Dimensions et structure :

- Hauteur totale : réglable entre 110 cm et 125 cm.
- Assise : largeur ≥ 48 cm ; profondeur ≥ 45 cm.
- Dossier : hauteur ≥ 70 cm, avec support lombaire intégré.
- Structure en acier ou aluminium renforcé, peint époxy anticorrosion.

Assise :

- Mousse injectée à haute densité (≥ 30 kg/m³) anti-affaissement.
- Revêtement : tissu ignifugé, respirant, résistant à l'abrasion ≥ 50 000 cycles Martindale, ou cuir synthétique de qualité.
- Bord avant arrondi type « waterfall » pour limiter la compression des jambes.

Dossier :

- Haut dossier avec appui-tête intégré ou réglable.
- Inclinaison réglable avec mécanisme basculant synchrone (assise + dossier).
- Blocage multipositions avec tension ajustable selon le poids de l'utilisateur.

Accoudoirs :

- Accoudoirs fixes.
- Surface souple en polyuréthane injecté.

Piètement :

- Base 5 branches en aluminium poli ou nylon renforcé.
- Roulettes doubles auto-freinées, adaptées aux sols durs et souples (Ø 50 mm minimum).

Réglages :

- Vérin à gaz classe 3 ou 4 conforme aux normes de sécurité (EN 1335 / ISO 24496).
- Hauteur d'assise réglable de 42 à 55 cm.

Normes et sécurité :

- Conforme aux normes marocaines relatives au mobilier de bureau (NM ISO 9241, NM ISO 5970, et référentiels ergonomiques).
- Matériaux non toxiques et respectueux de l'environnement (faible émission de COV).
- Garantie minimale : 3 ans.

Payé à l'unité au prixN°3

PRIX N°4 : ECRITTOIRE DE 185X40X75 cm

Ce prix rémunère : Écritoire 185x40x75 cm

Dimensions :

- Longueur : **185 cm**
- Profondeur : **40 cm**
- Hauteur : **75 cm**

Matériaux :

- Plateau en panneau MDF ou aggloméré haute densité, épaisseur minimum **18 mm**, revêtement mélaminé ou stratifié (résistant aux rayures, à l'humidité et à la chaleur modérée).
- Piètement et structure en métal tubulaire (épaisseur $\geq 1,2$ mm) traité anti-corrosion, finition époxy thermodurcissable.
- Quincaillerie et visserie galvanisées ou inoxydables.

Finitions :

- Bords du plateau protégés par chants PVC de **2 mm** minimum.
- Angles arrondis pour sécurité.
- Couleurs : bois naturel (chêne clair, noyer, hêtre) ou teinte unie standard (blanc, noir, gris) selon gamme.
- Surface lisse, non poreuse, facilement nettoyable avec des produits d'entretien classiques.

Ergonomie & sécurité :

- Hauteur conforme aux normes ergonomiques marocaines et internationales (ISO 5970, EN 527).
- Stabilité garantie par 4 pieds ajustables en hauteur pour compenser les irrégularités du sol.
- Charge admissible du plateau : **≥ 80 kg uniformément répartis** .

Conformité :

- Conformité aux normes marocaines en vigueur (NM ISO 7170 / NM ISO 9098 pour le mobilier).

- Respect des standards de sécurité et de qualité applicables au mobilier de bureau destiné au marché marocain.

Accessoires :

- Possibilité d'intégration de passe-câbles pour gestion électrique.

Garantie & durabilité :

- Garantie constructeur : **2 ans minimum**.
- Produit conçu pour un usage quotidien intensif, durée de vie moyenne ≥ 10 ans.

Payé à l'unité au prixN°4

PRIX N°5 : ECRITTOIRE DE 355X40X75 cm

Ce prix rémunère : Écritoire 355x40x75 cm

Dimensions :

- Longueur : **355 cm**
- Profondeur : **40 cm**
- Hauteur : **75 cm**

Matériaux :

- Plateau en panneau MDF ou aggloméré haute densité, épaisseur minimum **18 mm**, revêtement mélaminé ou stratifié (résistant aux rayures, à l'humidité et à la chaleur modérée).
- Piètement et structure en métal tubulaire (épaisseur $\geq 1,2$ mm) traité anti-corrosion, finition époxy thermodurcissable.
- Quincaillerie et visserie galvanisées ou inoxydables.

Finitions :

- Bords du plateau protégés par chants PVC de **2 mm** minimum.
- Angles arrondis pour sécurité.
- Couleurs : bois naturel (chêne clair, noyer, hêtre) ou teinte unie standard (blanc, noir, gris) selon gamme.
- Surface lisse, non poreuse, facilement nettoyable avec des produits d'entretien classiques.

Ergonomie & sécurité :

- Hauteur conforme aux normes ergonomiques marocaines et internationales (ISO 5970, EN 527).
- Stabilité garantie par 4 pieds ajustables en hauteur pour compenser les irrégularités du sol.
- Charge admissible du plateau : ≥ 80 kg **uniformément répartis**.

Conformité :

- Conformité aux normes marocaines en vigueur (NM ISO 7170 / NM ISO 9098 pour le mobilier).
- Respect des standards de sécurité et de qualité applicables au mobilier de bureau destiné au marché marocain.

Accessoires :

- Possibilité d'intégration de passe-câbles pour gestion électrique.

Garantie & durabilité :

- Garantie constructeur : **2 ans minimum**.

Produit conçu pour un usage quotidien intensif, durée de vie moyenne ≥ 10 ans.

Payé à l'unité au prixN°5

PRIX N°6 : TABLE DE CONFERENCE 500X100X75 CM

Ce prix rémunère : Table de conférence 500X100X75 cm:

Ce prix rémunère la fourniture d'une **TABLE DE CONFERENCE 500X100X75 cm:**

Il s'agit d'une Table de réunion ovale pour 10 personnes, ayant les caractéristiques techniques suivantes :

Dimensions et capacité

- **Forme** : ovale
- **Capacité** : 10 personnes assises confortablement
- **Dimensions** :
 - Garantissent un espace individuel de 60 à 70 cm par personne, permettant confort et ergonomie.
 - Longueur : 320 cm
 - Largeur (au plus large) : 140 cm

Structure et matériaux

- **Plateau** :
 - Matériau : bois massif, stratifié haute résistance ou MDF plaqué bois noble (chêne, noyer, hêtre, etc.)
 - Finition : vernis anti-rayures et anti-tâches, finition mate ou satinée
 - Épaisseur du plateau : 30 mm pour assurer robustesse et esthétique
- **Piètement** :
 - Piètement latéral (pieds pleins, cadres métalliques)
 - Matériau : acier époxy thermolaqué ou bois massif assorti au plateau
 - Patins réglables pour stabilité et protection des sols

Ergonomie et confort

- Hauteur étudiée pour un usage avec des fauteuils de réunion standard (hauteur d'assise ~45 cm).
- Bordures arrondies pour confort et sécurité.
- Espace central dégagé (sous-plateau) pour laisser place aux jambes et aux systèmes de câblage éventuels.

Fonctionnalités complémentaires

- Passage de câbles : obturateurs intégrés pour connexion électrique, HDMI, USB, RJ45, etc.
- Système de gestion des câbles sous le plateau pour un rendu esthétique.
- Modules électriques intégrés (prises encastrées, prises de courant + USB).

Finitions et couleurs

- Choix parmi une gamme de teintes bois naturel, bois foncé, noir, blanc ou gris.
- Résistance aux produits d'entretien courants.
- Aspect homogène et élégant pour un espace de réunion professionnel.

Normes et qualité

- Conforme aux normes marocaines en matière de sécurité, stabilité et résistance.
- Garantie minimum : 2 ans.

Structure et matériaux

- Structure portante en tube d'acier laminé à froid, traité par peinture époxy anticorrosion, épaisseur minimale : 1,5 mm.

Payé à l'unité au prixN°6

PRIX N°7 : Rideaux acoustique obscurcissants motorisés salle de conférence

Ce prix rémunère : Rideaux acoustique obscurcissant motorisés salle de conférence

Fourniture et pose de rideaux en tissu acoustique occultant classé M1, le titane sientocolor sera composé de 43% polyester FR recyclé, 57% polyester FR, Flame-retardant M1, Les rideaux seront motorisés, la commande se fera par télécommande ou via une commande centralisée.

Washable at 40°C. 370 g/m*

La couleur sera au choix du maître d'ouvrage

Payé au mètre carré au prixN°7

PRIX N°8 : ENSEMBLE DE SALON DE DIRECTION (1 CANAPÉ 3 PLACES + 2 FAUTEUILS INDIVIDUELS)

Ce prix rémunère : Ensemble de salon de direction (1 canapé 3 places + 2 fauteuils individuels)

Fourniture, livraison et installation d'un ensemble de salon de direction composé de :

- Un canapé 3 places
- Deux fauteuils individuels (1 place chacun)

L'ensemble est destiné à l'aménagement du bureau du Président et doit répondre aux exigences de confort, de robustesse et d'esthétique haut de gamme.

Dimensions approximatives

Canapé 3 places :

- Longueur : 200 à 220 cm
- Profondeur : 85 à 95 cm
- Hauteur totale : 80 à 95 cm
- Hauteur d'assise : 42 à 46 cm

Fauteuil 1 place (x2) :

- Largeur : 85 à 95 cm
- Profondeur : 80 à 90 cm
- Hauteur totale : 80 à 95 cm
- Hauteur d'assise : 42 à 46 cm

(Tolérance ± 3 cm selon design proposé.)

Structure et fabrication

- Structure interne : bois massif séché (hêtre, frêne ou équivalent), traité contre les insectes et l'humidité.
- Renforts métalliques aux zones de charge.
- Assemblages solides garantissant durabilité et résistance.

Assise et confort

- Suspension par sangles élastiques croisées ou ressorts métalliques de qualité.
- Garnissage en mousse polyuréthane haute densité :
 - o Assise $\geq 30 \text{ kg/m}^3$
 - o Dossier $\geq 25 \text{ kg/m}^3$
- Confort ergonomique adapté à un usage prolongé.

Revêtement

- Revêtement en cuir naturel pleine fleur ou cuir écologique de haute qualité, résistant à l'usure et facile d'entretien.
- Coloris sobres : noir, marron foncé, gris anthracite.
- Coutures renforcées, finition soignée.
- Revêtement résistant à l'abrasion, facile d'entretien, adapté au climat marocain.

Esthétique et design

- Style moderne, sobre et représentatif d'un bureau présidentiel.
- Accoudoirs larges et confortables.
- Piètement discret (bois, métal chromé).

Normes et exigences

- Conformité aux normes marocaines en vigueur pour le mobilier de bureau (NM ISO 21015 ou équivalent).
- Garantie minimale : **24 mois** contre tout défaut de fabrication.
- Respect des normes environnementales (préférence pour bois issu de filières durables).

Payé à l'unité au prixN°8

PRIX N°9 : FAUTEUIL BUREAU PRESIDENT

Ce prix rémunère : Fauteuil bureau Président

Ce prix rémunère la fourniture d'un fauteuil de bureau ergonomique haut de gamme destiné au bureau du Président, répondant aux normes marocaines en vigueur en matière de confort, de sécurité et de durabilité.

Dimensions :

- Hauteur totale réglable : 120 – 135 cm.
- Largeur totale : $\geq 65 \text{ cm}$.
- Profondeur assise : 45 – 55 cm.
- Hauteur assise réglable : 42 – 54 cm.

Structure

- Base en aluminium poli ou acier chromé, **5 branches** avec roulettes pivotantes silencieuses adaptées aux sols durs et souples.
- Vérin à gaz conforme aux normes de sécurité, permettant un réglage en hauteur fluide et sécurisé.
- Résistance mécanique conforme aux tests de charge statique et dynamique (normes NM).

Assise

- Assise large et ergonomique avec **mousse haute densité $\geq 30 \text{ kg/m}^3$** .

- Revêtement en cuir naturel pleine fleur ou cuir écologique de haute qualité, résistant à l'usure et facile d'entretien.
- Réglage en profondeur (translation de l'assise) souhaité.
- Bord avant arrondi type "waterfall" pour réduire la pression sur les jambes.

Dossier

- **Dossier haut** avec soutien lombaire intégré.
- Inclinaison réglable avec système de bascule synchrone (dossier + assise) verrouillable en plusieurs positions.
- Mousse ergonomique haute densité.
- Hauteur ≥ 70 cm, adaptée à un poste de direction.

Accoudoirs

- Accoudoirs réglables, rembourrés et recouverts du même matériau que l'assise.
- Doivent permettre une posture ergonomique (hauteur adaptée : 20 à 25 cm par rapport à l'assise).
-

Tête

- Appuie-tête intégré ou ajustable, en cuir ou tissu assorti.
- Réglable en hauteur et en inclinaison pour soutenir la nuque.

Mécanismes

- Système synchrone ou basculant centré avec réglage de tension selon le poids de l'utilisateur.
- Réglage progressif de la hauteur de l'assise : amplitude ≥ 12 cm.
- Sécurité anti-retour du dossier.

Finitions et esthétique

- Revêtement en cuir (noir ou brun foncé) de qualité supérieure.
- Coutures renforcées, finition haut de gamme.
- Roulettes silencieuses avec bagues chromées.

Sécurité et conformité

- Fauteuil conforme aux normes marocaines NM ISO applicables.
- Stabilité assurée : aucun basculement possible en conditions normales d'utilisation.

Durabilité et garantie

- Résistance testée $\geq 100\,000$ cycles d'utilisation.
- Garantie minimale : **3 ans** pièces et main-d'œuvre.

Payé à l'unité au prixN°9

PRIX N°10 : TABLE BASSE BUREAU PRESIDENT

Ce prix rémunère : Table basse bureau président :

Ce prix rémunère la fourniture d'une table basse destinée au bureau du Président, devant répondre à des critères de qualité, ergonomie, esthétique et conformité aux normes marocaines applicables au mobilier de bureau.

Dimensions et ergonomie

- Longueur : 120 à 160 cm
- Largeur : 60 à 80 cm
- Hauteur : 40 à 50 cm (hauteur standard ergonomique pour table basse)
- Tolérance : ± 5 mm sur chaque dimension
- Forme : rectangulaire ou légèrement arrondie sur les coins pour la sécurité.

Description fonctionnelle

La table basse doit :

- Offrir une surface stable et robuste pour accueillir documents, boissons, objets décoratifs.
- Être proportionnée au bureau présidentiel et à l'espace disponible.
- Assurer une esthétique haut de gamme, harmonisée avec le mobilier du bureau.
- Résister à un usage quotidien prolongé sans altération de son aspect ou de sa structure.

Matériaux

- **Plateau** : bois massif noble (chêne, noyer ou acajou) ou panneau MDF haute densité avec placage bois, finition vernis poli ou mat haute résistance.
- **Structure et pieds** : bois massif assorti ou métal peint époxy, inox brossé ou aluminium anodisé.
- **Finitions** : vernis anti-rayures, anti-tâches et résistant aux UV.
- **Accessoires** : patins antidérapants sur les pieds.

Qualité et durabilité

- Résistance aux charges : au minimum 50 kg uniformément répartis sur le plateau.
- Résistance à l'humidité et aux variations de température : classe E1 pour le bois.
- Stabilité : pas de basculement, test de stabilité conforme aux normes ISO 7170.

Esthétique

- Style classique ou contemporain selon le mobilier du bureau.
- Couleur : ton bois naturel ou sombre (noyer, acajou) selon le choix du président.
- Ligne élégante et proportionnée, finition homogène et sans défaut visible.

Sécurité

- Aucun angle tranchant sur les coins.
- Fixations sécurisées, pas de pièces détachables pouvant se détacher facilement.
- Matériaux conformes aux normes environnementales et sans substances toxiques.
- Protection : emballage adapté pour éviter les rayures et chocs pendant le transport.

Garantie et entretien

- Garantie minimum : 5 ans contre défauts de fabrication.
- Notice d'entretien fournie, recommandant produits et méthodes adaptées pour préserver l'aspect et la durabilité.

Payé à l'unité au prixN°10

PRIX N°11 : CHAISES REUNION

Ce prix rémunère : Chaises réunion

Ce prix rémunère la fourniture de chaises haut de gamme pour la table de réunion du bureau du président, adaptées à un usage intensif et conforme aux normes marocaines d'ergonomie et de sécurité.

Dimensions

- Hauteur totale : 880 – 950 mm (Incluant dossier)
- Hauteur assise : 460 – 520 mm (Ajustée à la hauteur standard de la table de réunion)
- Largeur assise : 500 – 550 mm (Assise confortable pour adultes)
- Profondeur assise : 450 – 500 mm (Suffisante pour confort prolongé)
- Hauteur dossier : 400 – 450 mm (Dossier légèrement incliné pour soutien lombaire)
- Accoudoirs : 650 – 700 mm (hauteur depuis le sol)

Structure

- Cadre : métal chromé ou bois massif avec renforts pour stabilité
- Patins : anti-dérapants pour protéger le sol
- Capacité de charge : ≥ 120 kg

Assise et dossier

- Assise : mousse haute densité, confort optimal pour usage prolongé
- Dossier : légèrement incliné avec soutien lombaire intégré
- Revêtement : simili-cuir de qualité supérieure, résistant à l'usure et facile à nettoyer

Ergonomie

- Hauteur et inclinaison adaptées aux standards NM ISO 9241-5
- Accoudoirs fixes ou mobiles, rembourrés pour confort
- Forme du dossier adaptée à la physiologie humaine pour éviter la fatigue

Design et finition

- Style moderne et élégant, assorti au mobilier du bureau présidentiel
- Couleurs et finitions validées par le maître d'ouvrage
- Angles arrondis pour sécurité et esthétisme

Durabilité et entretien

- Résistance aux usages intensifs (tests de charge et de stabilité conformes NM ISO 7171)
- Matériaux traités contre l'humidité, les rayures et la corrosion
- Faciles à nettoyer et entretenir
- Garantie minimale : 24 mois pièces et main-d'œuvre

Payé à l'unité au prixN°11

PRIX N°12 : SIEGES OPERATIONNELS

Ce prix rémunère : SIEGES OPERATIONNELS

Ce prix rémunère la fourniture de chaises d'accueil destinées aux bureaux de direction, alliant confort, ergonomie et durabilité, conformément aux normes marocaines.

Structure

- Structure métallique ou bois massif de haute qualité.
- Chaise pivotante avec 5 étoiles.

- Capacité de charge : minimum 120 kg.

Assise

- Rembourrage en mousse haute densité ($\geq 35 \text{ kg/m}^3$).
- Revêtement : cuir synthétique de haute qualité.
- Dimensions de l'assise :
 - Largeur : 50–55 cm
 - Profondeur : 45–50 cm
 - Hauteur : 45–48 cm du sol

Dossier

- Ergonomique avec soutien lombaire intégré.
- Dimensions du dossier :
 - Hauteur : 50–55 cm
 - Largeur : 45–50 cm

Accoudoirs

- Fixes ou réglables (hauteur : 20–25 cm au-dessus de l'assise).
- Matériau : plastique renforcé ou métal avec mousse/caoutchouc pour confort.

Mobilité

- Chaise pivotante : roulettes adaptées aux sols durs ou moquettes.

Confort et ergonomie

- Assise légèrement inclinée (2–5° vers l'arrière).
- Dossier respirant recommandé.

Esthétique

- Couleur et finition harmonisées avec le mobilier de direction.
- Style sobre, élégant et professionnel.

Durabilité et maintenance

- Nettoyage facile et entretien simple.
- Garantie constructeur minimum : 2 ans.
- Résistance aux tâches, abrasion et lumière.

Payé à l'unité au prixN°12

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX

N° 66/CS/2025

Passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

OBJET : ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU

Arrêté le présent marché à la somme de :

<p>Dresse par : Le chef de service</p> <p><i>رئيس مصلحة الشؤون المالية</i></p>	<p>Responsable d'équipement des bureaux</p> <p><i>Benlarabi</i> Naoual BENLARABI Responsable d'Equipement des Bureaux</p> <p>SALE LE.....05/12/2025..</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p><i>Omar SENTISSI</i> Président de la commune de Salé</p>
<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE :</p> <p>SALE, LE</p>	<p>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR :</p> <p>SALE LE.....</p>	
<p>WISE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	<p>APPROUVE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	